«La Région Bruxelles Capitale ne pourra bientôt plus payer ses fonctionnaires»

FAUX

mytho info

Certains politiciens bruxellois prétendent que Bruxelles serait bientôt confrontée à un « shutdown », une incapacité à payer les fonctionnaires et à faire fonctionner les services publics. C'est la version bruxelloise du « scénario grec » souvent mise en avant par certains membres du MR et des Engagés. Un shutdown, cela signifie que la RBC connaîtrait une crise de refinancement de sa dette. De quoi s'agit-il ? Un gouvernement ne se finance jamais entièrement par ses recettes d'impôt. Il se finance aussi en empruntant sur les marchés financiers afin de couvrir son déficit budgétaire et la partie de sa dette qui vient à échéance chaque année. C'est un mécanisme tout à fait normal de financement de tout gouvernement. Très exceptionnellement, et dans des circonstances particulières, certains Etats peuvent se trouver dans l'impossibilité d'user de ce mécanisme. La Grèce s'est trouvée dans cette situation en 2010, à la suite de la crise financière mondiale, les marchés financiers ayant totalement perdu confiance dans la dette de la Grèce. Certains politiciens belges veulent nous faire croire que Bruxelles est proche de cette situation.

Etienne Lebeau
et Clarisse Van Tichelen

Réponse : Faux ?

Bruxelles n'est pas au bord de la faillite et c'est l'agence de notation S&P, celle qui évalue la solidité du gouvernement. Mais cette note, même rabaissée reste meilleure que la note de la dette des Etats, qui le dit. En janvier 2025, elle a diminué sa notation sur la dette bruxelloise du fait, notamment de la hausse du déficit bruxellois mais aussi de l'incapacité des partis à s'entendre rapidement pour former Wallonie et au même niveau que celle de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le taux d'intérêt auquel la Région emprunte est d'ailleurs moindre que celui la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie, ce qui est un signe de confiance des marchés financiers. Ensuite, S&P souligne que la Région Bruxelles Capitale dispose de liquidités confortables qui couvrent largement ses besoins de financement. Bien sûr, S&P n'a pas une opinion toute rose de la Région et met la pression pour réduire le déficit. En revanche, ce qu'elle ne dit pas, c'est que Bruxelles serait au bord du précipice ou que la meilleure voie pour réduire le déficit serait de réduire les dépenses. Elle met les politiciens devant leurs responsabilités, celles de revoir les mécanismes de financement suffisants pour Bruxelles, de trouver de nouvelles recettes et de résoudre les blocages qui privent Bruxelles pendant plus de 500 jours d'un gouvernement de plein exercice.

Le point de vue syndical

Si Bruxelles ne rencontre pas de problème à court terme pour se financer sur les marchés financiers, la région fait face à une augmentation importante de ses charges d'intérêt - les intérêts qu'on paie chaque année sur la dette - qui pourraient, d'ici à 2030 représenter 9% des dépenses de la Région. Pour éviter ce scénario, au moins deux leviers peuvent être activés par la Région : réduire le déficit ou renforcer la croissance. Se contenter de couper dans les dépenses publiques pour réduire le déficit est tout à fait contre-productif et n'est certainement pas souhaitable à Bruxelles au vu des nombreux besoins essentiels de la population qui ne sont pas encore couverts par les services publics.

La seule option pour réduire le déficit doit être d'augmenter les recettes de la Région. Pour ce faire, Bruxelles devrait revendiquer un meilleur financement du fédéral d'une part, et, d'autre part, elle peut choisir d'augmenter les recettes fiscales qui dépendent directement de la Région en faisant davantage contribuer ceux qui ont des hauts revenus et des patrimoines élevés : cela passe par une réforme des droits d'enregistrement (taxe à l'achat d'un bien immobilier) et du précompte immobilier (taxe annuelle sur la propriété des biens immobiliers) pour mieux taxer les multipropriétaires, par la hausse des taxes sur l'héritage des plus riches (droit de donation et de succession), et par une augmentation de l'impôt sur les revenus les plus élevés. Bruxelles peut aussi stimuler la croissance en réduisant le chômage. Cela suppose une vraie politique d'emploi : lutter contre les discriminations à l'embauche, garantir un emploi pour toutes les personnes en recherche d'emploi, régulariser les travailleurs sans-papiers.

La peur de la dette est utilisée par les politiciens et le patronat pour nous faire avaler les politiques d'austérité sans broncher. Pourtant, nous l'avons démontré : l'austérité n'est pas une fatalité économique mais bien un choix politique. Nous pouvons donc les faire reculer.